



Transports publics de la région lausannoise sa

PeB – Agrandissement du dépôt de bus

MP 2021.04.423

Mandat d'ingénieur des installations du bâtiment

Pièce 5.0 « Contrat-type »

Procédure ouverte soumise à l'AIMP et aux accords internationaux sur les marchés publics (AMP-OMC)

Nom ou raison sociale du soumissionnaire ou de l'association de bureaux

Nom et prénom de la personne de contact

Adresse complète

Téléphone

E-mail

Date : _____

Signature(s) * : _____

* Seules les personnes habilitées à engager l'entreprise peuvent signer le présent document. En signant le présent document, le soumissionnaire confirme avoir pris connaissance du contrat et tenu compte de l'ensemble des cases cochées pour l'établissement de son offre.

Le contrat-type est destiné en premier lieu à l'élaboration, à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi. En conséquence, les réserves émises par le soumissionnaire sur les dispositions du présent document, y compris sur les cases cochées, ne sont pas acceptées, sous peine d'exclusion.



Contrat CM

conclu entre

Transports publics de la région lausannoise sa
Chemin du Closel 15
CH - 1020 Renens

en qualité de et désignés ci-après par le mandant,

et

Entreprise

Adresse

CH - NPA Ville

en qualité de et désigné ci-après par le mandataire ou *Abréviation entreprise*

PeB – Agrandissement du dépôt de bus

Mandat d'ingénieur des installations du bâtiment

Table des matières

1.	Préambule	4
2.	Documents du contrat et ordre de priorité.....	4
3.	Description des prestations	5
4.	Organisation	6
5.	Rémunération et conditions financières	7
6.	Délais et termes	10
7.	Prestations supplémentaires et options de marché	10
8.	Rapports avec les sous-traitants du mandataire.....	11
9.	Autres obligations des parties	11
10.	Responsabilité	13
11.	Force majeure	13
12.	Assurances.....	14
13.	Protection des travailleurs, conditions de travail et de salaire, égalité de traitement entre hommes et femmes selon l'article 6 du RLMP-VD en vigueur au 1 ^{er} février 2014	14
14.	Durée du contrat.....	15
15.	Résiliation du contrat.....	15
16.	Validité du contrat.....	15
17.	Cessions.....	16
18.	Droit applicable et for	16
19.	Nombre d'exemplaires	16
20.	Signatures	17

Définitions

Les parties	Désigne les parties s'engageant dans le présent contrat.
Mandant	Désigne le donneur d'ordre du présent contrat.
Mandataire	Entité qui a reçu mandat ou procuration pour représenter le mandant dans le présent contrat.
Prestation	Activité qui répond à une demande du mandant, délimitée dans le temps et inhérente à l'exécution du contrat.
Terme	Définition

1. Préambule

Les tl conçoivent, organisent et assurent quotidiennement la mobilité de plus de 326'000 voyageurs dans l'agglomération ainsi qu'en région lausannoise. Grâce à un réseau multimodal rail-route de plus de 260 km, sur la route ou sur le rail, les véhicules tl parcourent environ 17 millions de kilomètres par année.

Les tl desservent 39 communes avec 40 lignes d'autobus et de trolleybus qui parcourent l'agglomération, tandis que 5 lignes sont considérées comme régionales, et 6 lignes Pyjama assurent un service de nuit les week-ends.

La Vision 2025 (validée en 2014) prévoit l'extension de plusieurs lignes de bus ou trolleybus ainsi que des augmentations de cadences. Il existe également des perspectives de développement du réseau régional et plusieurs projets sont en cours d'étude à la demande du Canton de Vaud.

Les tl réalisent la maintenance et le parcage de la flotte de bus dans deux dépôts sur les sites de Perrelet et de la Borde. Sur le site de Perrelet se réalisent également les activités administratives principales.

La croissance prévisible de la flotte route nécessaire pour répondre au développement de l'offre tl se heurte aux limites de capacité de stockage des dépôts existants. Les dépôts de Perrelet et Borde seront ainsi bientôt saturés et la création de nouvelles surfaces de stockage sera indispensable.

Dans ce contexte, les tl ont décidé d'agrandir le dépôt des bus de Perrelet (PeB) et souhaitent s'appuyer sur des mandataires externes pour mener à bien le projet.

L'ensemble des mandataires sont repartis en deux catégories : mandataires principaux et mandataires spécialisés.

Les mandataires principaux sont organisés en trois groupes :

- Le groupe ARCHI : responsable de la direction générale du projet, de la coordination de tous les intervenants, du projet architectural, de la direction des travaux ainsi que de la coordination globale pour la mise en place de la méthodologie collaborative BIM. Le directeur général du projet, qui fait partie de ce groupe, est le référent principal du mandat.
- Le groupe GC : composé par les mandataires en charge des prestations d'ingénieur civil et géotechnicien.
- Le groupe TECH : composé par les mandataires en charge des prestations nécessaires à la réalisation des installations techniques du bâtiment.

Le présent contrat concerne les prestations du **groupe TECH**.

Dans le présent contrat, le terme mandataire s'applique aussi bien à une entreprise qu'à l'association de bureaux.

Le mandataire confirme avoir pris connaissance de toutes les obligations découlant du présent contrat.

2. Documents du contrat et ordre de priorité

2.1. Documents du contrat

Le contrat se compose des documents suivants, par ordre de hiérarchie :

A. Le présent document et ses annexes :

- ☒ Annexe A1) Planning général du projet du mandant du *jj.mm.aaaa*
- ☒ Annexe A2) Planning détaillé de réalisation des prestations du mandataire du *jj.mm.aaaa*

B. Le document de clarification de l'offre (*ce document sera établi entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire à la signature du contrat*)

C. Le procès-verbal d'audition du *jj.mm.aaaa* et les questions de clarification du *jj.mm.aaaa*

D. Les pièces techniques du dossier d'appel d'offres :

- « Cahier des charges technique » (pièce 2)

- « Liste des plans et documents techniques » (pièce 4)
- E. Les Conditions Générales du mandant « Conditions Générales des contrats de mandataire de la KBOB - 2017 » (pièce 5.1)
- F. Les autres pièces du dossier d'appel d'offres
 - « Conditions administratives » (pièce 1)
 - « Offre financière » (pièce 3.1) et « Offre qualitative » (pièce 3.2)
- G. L'offre du mandataire du *jj.mm.aaaa*
- H. Les normes SIA, VSS et autres normes en vigueur au dépôt de l'offre.

2.2. Ordre de priorité

En cas de divergences entre les documents du contrat, l'ordre de hiérarchie précité fait foi. En cas de divergences entre documents du contrat se trouvant au même rang dans l'ordre de hiérarchie, le document le plus récent fait foi.

Les conditions générales du mandataire et de ses sous-traitants ne sont pas opposables au mandant.

3. Description des prestations

3.1. Prestations du mandataire

Le mandant confie au mandataire l'exécution des prestations d'ingénieurs spécialisés dans les domaines des installations du bâtiment : chauffage, électricité, froid, ventilation, climatisation, sanitaire, automatismes du bâtiment, physique du bâtiment, coordination technique spatiale et coordinateur BIM, selon le descriptif du « Cahier des charges technique » (pièce 2).

3.2. Phases partielles à réaliser par le mandataire

3.2.1. Prestations selon le document MP SIA 112 :2014, respectivement règlement SIA 108 :2020

Connaissant les objectifs du présent contrat, le mandataire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans ce dernier et / ou dans les éléments qui en font partie.

Le présent contrat porte sur les phases partielles décrites ci-dessous, selon le document MP SIA 112, version 2014.

	Phases	Informations complémentaires
<input type="checkbox"/>	11 Enoncé des besoins, approche méthodologique	
<input type="checkbox"/>	21 Définition de l'objet, étude de faisabilité	
<input type="checkbox"/>	22 Procédure de choix de mandataires	
<input checked="" type="checkbox"/>	31 Avant-projet	Tranche ferme
<input checked="" type="checkbox"/>	32 Projet de l'ouvrage	Tranche ferme
<input checked="" type="checkbox"/>	33 Procédure de demande d'autorisation / dossier de mise à l'enquête	Tranche ferme
<input checked="" type="checkbox"/>	41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication	Tranche ferme
<input checked="" type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution	Tranche conditionnelle



<input checked="" type="checkbox"/>	52 Exécution de l'ouvrage	Tranche conditionnelle
<input checked="" type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement	Tranche conditionnelle

3.2.2. Prestations libérées à la signature du contrat

Après signature du contrat, seule la réalisation des phases suivantes est libérée :

	Phases	Informations complémentaires
<input type="checkbox"/>	11 Enoncé des besoins, approche méthodologique	
<input type="checkbox"/>	21 Définition de l'objet, étude de faisabilité	
<input type="checkbox"/>	22 Procédure de choix de mandataires	
<input checked="" type="checkbox"/>	31 Avant-projet	Tranche ferme
<input checked="" type="checkbox"/>	32 Projet de l'ouvrage	Tranche ferme
<input checked="" type="checkbox"/>	33 Procédure de demande d'autorisation / dossier de mise à l'enquête	Tranche ferme
<input checked="" type="checkbox"/>	41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication	Tranche ferme
<input type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution	
<input type="checkbox"/>	52 Exécution de l'ouvrage	
<input type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement	

La réalisation des autres phases partielles sera libérée par avenant.

Le mandant se réserve le droit de libérer les prestations de la tranche conditionnelle phase par phase.

4. Organisation

4.1. Personnes de contact

Les personnes de contact du mandant sont : *(sera complété à la signature du contrat)*

Chef de projet

Suivi commercial

Les personnes de contact du mandataire sont :

Chef de projet

Responsable commercial

4.2. Modification de l'organisation interne du mandataire

Un éventuel remplacement, ou l'abandon d'une entreprise membre de l'association de bureaux ou d'une entreprise sous-traitante, nécessite l'accord écrit du mandant. Le cas échéant, le mandataire doit faire en sorte de trouver une entreprise remplaçante ayant au moins les mêmes caractéristiques, capacités, aptitudes et disponibilités, ou démontrer qu'il peut assumer le contrat aux mêmes conditions que celles qui régissent le présent contrat. Dans tous les cas de figure, sauf sur accord préalable du mandant, les

bases financières et les conditions du présent contrat et de ses éventuels avenants ne peuvent être modifiées.

Le mandataire informe le mandant par écrit de la modification de son organisation interne. En cas de modification de l'organisation interne du mandataire (personnes clés présentées par le mandataire dans son offre), demandée par lui ou par le mandant, le mandataire proposera un choix de candidats de qualifications comparables à la personne clé remplacée, sans surcoût pour le mandant. Quelle qu'en soit la raison, la modification de l'organisation interne du mandataire ne peut conduire à une modification du calendrier du projet.

4.3. Défaillance du mandataire

Au cas où une personne clé du mandataire montre des défaillances d'ordre professionnel ou autre qui remet en question la bonne exécution de ses prestations, le mandataire prendra immédiatement toute mesure utile afin de rétablir dans les plus brefs délais le niveau de qualité contractuel requis.

En cas d'absence d'amélioration ou de récurrence de la part de la personne clé, le mandant pourra alors demander son remplacement.

En cas de défaillance d'une personne clé qui met en péril l'avancement du projet, le mandant peut demander au mandataire de renforcer son équipe soit par l'engagement de collaborateurs supplémentaires, soit en faisant appel à un sous-traitant qui devra être au préalable agréé par le mandant.

4.4. Langue officielle

La langue de travail est le français.

4.5. Documentation

Tous les documents écrits pour le présent contrat sont produits en langue française et mentionnent la référence **CM**. Ils font partie intégrante du présent contrat. Les documents sont fournis sous forme électronique et papier.

5. Rémunération et conditions financières

5.1. Type de rémunération

- ☐ Contrat à prix fermes :
- ☐ Prix global (faisant l'objet d'une adaptation au renchérissement)
 - ☐ Prix forfaitaire (ne faisant pas l'objet d'une adaptation au renchérissement)
- ☒ Contrat d'après le temps employé
- ☒ Selon les tarifs horaires moyens par technique ou compétence de l'offre financière (pièce 3.1) :

Compétence / Technique	Tarif horaire moyen
CVC + AdB	CHF xxx
Sanitaire	CHF xxx
Electricité	CHF xxx
Physique du bâtiment	CHF xxx
Coordination spatiale technique	CHF xxx
Coordination BIM	CHF xxx
Responsable du groupe TECH	CHF xxx

- ☒ Avec plafond des coûts ☐ Sans plafond des coûts



5.2. Frais accessoires

Les frais accessoires du mandataire, tels que définis à l'article 5.4 de la SIA 108 : 2020, sont inclus dans les prix unitaires (tarif horaire).

5.3. Montant du contrat

5.3.1. Montant des prestations de la tranche ferme

Les prestations de la tranche ferme indiquées ci-dessous sont libérées à la signature du présent contrat.

Désignation des prestations	Montant hors TVA
Montant des prestations de la phase 31	CHF
Montant des prestations de la phase 32	CHF
Montant des prestations de la phase 33	CHF
Montant des prestations de la phase 41	CHF
Tranche ferme - Montant total net des prestations	CHF

5.3.2. Montant des prestations de la tranche conditionnelle

Les prestations de la tranche conditionnelle seront libérées aux conditions cumulatives ci-après :

- Autorisations de construire en force
- Crédits d'ouvrage en force

Les prestations de la tranche conditionnelle seront libérées par avenant par le mandant.

A la signature du présent contrat, le type de rémunération de la tranche conditionnelle est déterminé à l'article 5.1. Il pourra être revu au moment de la libération effective des prestations. La tranche conditionnelle est soumise au renchérissement selon les conditions de l'article 5.7.

Le mandant se réserve le droit de renoncer à l'exécution de certaines prestations selon les besoins du projet et sans que le mandataire ne puisse revendiquer une indemnisation, un remboursement de frais ou un dédommagement.

Désignation des prestations	Montant hors TVA
Montant des prestations de la phase 51	CHF
Montant des prestations de la phase 52	CHF
Montant des prestations de la phase 53	CHF
Tranche conditionnelle - Montant total net des prestations	CHF

5.4. Taux de TVA

Le taux de TVA applicable est le taux de TVA en vigueur à la date d'exécution des prestations.

5.5. Escompte

Aucun escompte n'est appliqué au présent contrat. En cas d'escompte intégré dans l'offre du prestataire (pièce 3.1), celui-ci sera converti en rabais lors de la signature du présent contrat.

5.6. Changement de prix

- ☒ Les prix de la tranche ferme sont bloqués jusqu'à la fin de l'exécution des phases.

- ☒ Les prix de la tranche conditionnelle sont révisables annuellement sur la base du document de la KBOB en vigueur au moment de l'exécution des prestations « Recommandations relatives aux honoraires d'architectes et d'ingénieurs » (disponible sous www.kbob.ch).

Les dates de référence sont les suivantes :

Date de révision (mise à jour du prix) (à *convenir*) à partir du

Base de calcul (date du prix d'origine) *Date de signature du contrat*

Le mandataire établit une facture annuelle des coûts de renchérissement. Il la communique au mandant durant le premier trimestre de l'année suivant les prestations, mais au plus tard le 30 mars. Passé ce délai, toute prétention financière du mandataire au titre du renchérissement sera considérée comme forclosée.

5.7. Facturation

5.7.1. Etablissement des factures

Le mandataire établit ses factures selon les modalités précisées ci-après. Les factures préciseront les prestations réalisées et seront accompagnées de tous les détails et toutes les indications nécessaires au contrôle par le mandant.

Le mandataire établit ses factures selon l'avancement du projet, avec une fréquence mensuelle.

Chaque facture sera accompagnée d'un décompte horaire des prestations, détaillé par jour et par personne clé, et le communique au mandant pour validation avec la facture.

Le mandataire peut facturer jusqu'à 90% du montant de chaque phase partielle. Les 10% restants font l'objet d'une facture finale par phase une fois l'ensemble des prestations de la phase réalisées et les livrables validés par le mandant.

5.7.2. Délais de paiement et de vérification

Chaque paiement aura lieu dans les 30 jours à compter de la réception de la facture par le mandant.

L'échéance des factures court dès leur réception à l'adresse indiquée, sous réserve d'objection et/ou de réclamation faite par le mandant.

Sont réservées les dispositions sur le décompte final selon le chiffre 9.5 des conditions générales pour prestations de mandataire, GIMAP édition 2017.

5.7.3. Envoi de la facture

Le mandataire établit ses factures de manière électronique, lesquelles doivent impérativement mentionner les références « **CMxxxx // OTP WTL xxxx** ».

Les factures doivent comporter les indications nécessaires pour la TVA ainsi qu'une description vérifiable des prestations.

Les factures sont libellées à l'adresse suivante :

Transports publics de la région lausannoise sa
Chemin du Closel 15
CH – 1020 Renens

Les factures sont envoyées par courriel à : factures@t-l.ch.

Le mandataire indique sur ses factures le nom et l'adresse de l'établissement bancaire, un numéro de compte bancaire ou postal établi à son nom, sur lequel le mandant effectue les paiements.

Si les factures ne satisfont pas aux exigences, elles seront renvoyées pour correction.



6. Délais et termes

6.1. Livrables et délais

- ☒ Les délais suivants sont à respecter pour l'exécution contractuelle du mandat :

Jalon	Date
- Jalon à convenir	Date à convenir
- Jalon à convenir	Date à convenir
- Jalon à convenir	Date à convenir

- ☒ Les délais convenus entre les parties pour l'exécution du présent contrat sont détaillés dans les annexes A1 et A2, et acceptés entre les parties à la signature du présent contrat.

6.2. Validations des prestations

Les prestations réalisées par le mandataire feront l'objet de validations formelles du mandant, au regard des prestations décrites au présent contrat.

Ces validations conditionneront les clôtures, tant administratives que financières, des différentes phases partielles et du présent contrat.

6.3. Devoir d'information

Le mandataire informe régulièrement le mandant de l'exécution de ses obligations et le prévient immédiatement, par écrit, de toute circonstance qui entraverait l'exécution du contrat et des conséquences que cela pourrait avoir sur le respect des délais et des coûts.

Si le mandant doit reporter une phase du projet, il prendra contact avec le mandataire pour définir un nouveau planning, selon l'état d'avancement du projet.

En cas d'interruption de travail mineure et d'attente liée à l'exploitation, le mandataire ne peut en déduire aucune prétention.

6.4. Peines conventionnelles

Le mandant convient de ne pas appliquer de peines conventionnelles.

7. Prestations supplémentaires et options de marché

7.1. Prestations supplémentaires

Pour tout travail supplémentaire, non prévu dans le « Cahier des charges techniques » (pièce 2), le mandataire doit établir un devis détaillé dont les prix unitaires sont fixés par analogie avec ceux du présent contrat. Ce devis détaillé doit parvenir au mandant avant le début des prestations concernées, accompagnée de l'analyse des prix et de l'offre des sous-traitants, le cas échéant.

Aucun travail supplémentaire ne sera rémunéré s'il n'a pas fait l'objet, préalablement à son exécution, d'un accord écrit entre les parties ; faute de quoi, le travail supplémentaire est considéré comme faisant partie des prestations normales du mandataire.

Le travail supplémentaire ainsi validé fera l'objet d'une formalisation par avenant au présent contrat.

Il n'est alloué au mandataire aucune indemnité pour les frais d'étude et d'établissement des devis détaillés.

7.2. Marchés complémentaires

Le mandant pourra négocier et attribuer des marchés complémentaires au mandataire en relation avec le présent contrat, ceci sans devoir repasser par des appels d'offres publics, en vertu de l'article 8, alinéa 1, lettres e), f) et g) du Règlement cantonal sur les marchés publics.

8. Rapports avec les sous-traitants du mandataire

8.1. Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée.

En cas de modification des sous-traitants annoncés dans l'offre du mandataire, ceux-ci doivent être annoncés au plus vite et validés par le mandant préalablement à toute exécution. Les sous-traitants s'acquittent des mêmes obligations que le mandataire.

Un sous-traitant ne peut pas à son tour sous-traiter une partie du marché (sous-sous-traitance ou sous-traitance en cascade interdite).

8.2. Prétentions des sous-traitants

En cas de difficultés de paiement du mandataire, de divergences graves entre ce dernier et l'un de ses sous-traitants, ou en présence d'autres justes motifs, le mandant peut demander au mandataire de lui communiquer dans les 10 jours calendaires toute preuve de paiement du sous-traitant concerné.

A défaut de paiement, le mandant peut payer directement le sous-traitant ou consigner le montant, avec effet libératoire dans les deux cas. Le montant payé ou consigné pourra être déduit d'une facture du mandataire, sans l'accord préalable de ce dernier.

9. Autres obligations des parties

9.1. Obligation de soin et de diligence

Le mandataire s'engage à exécuter les prestations conformément aux usages et règles de sa profession. En cas de difficultés, il s'engage à faire preuve de réactivité, notamment en termes de moyens humains, matériels et économiques.

En sa qualité de professionnel spécialiste du domaine, le mandataire donnera au mandant tout conseil et information utiles, et lui adressera toute mise en garde sur les risques de toute nature liés à l'exécution du présent contrat.

Tout conseil exprimé formellement par le mandataire devra faire l'objet d'une réponse écrite du mandant.

Si, pour des raisons impératives de coordination avec les services propres au mandant, le mandataire doit intervenir conjointement avec le mandant, les parties réaliseront le travail en commun, dans un esprit de partenariat. Elles gardent le pouvoir de surveillance et de direction de leur personnel respectif.

Le prestataire ne peut demander aucun dédommagement ou modification de planning lors de l'évolution d'une norme pendant la période de demande d'offres et la réalisation de la prestation. La prestation demandée devra répondre à la nouvelle norme en vigueur.

9.2. Habilitation

Le mandataire et, le cas échéant, ses sous-traitants, exécuteront la prestation à l'aide d'une équipe suffisante en nombre et en qualification. Il garantit au mandant que les personnes qui interviennent sur le projet sont dûment instruites et habilitées. La notion d'habilitation comprend également la formation, l'expérience, la pratique, ainsi que les aptitudes physiques et psychologiques.

Le mandataire est responsable des conséquences des erreurs ou des défaillances de son personnel aux biens et aux personnes dans les locaux du mandant. Il assure seul la surveillance et l'encadrement de ses collaborateurs. Les agents, préposés et collaborateurs employés par le mandataire restent placés sous son seul contrôle et sa seule direction et ne pourront en aucun cas être assimilés à des employés du mandant.

9.3. Mesures de sécurité et de protection

Les accès sur site sont réglementés par les procédures d'accès fournies par le mandant avant le début des prestations.

Le mandataire est responsable de l'élaboration des prescriptions de sécurité pour ses propres collaborateurs, d'assurer la sécurité de son personnel selon les normes de la SUVA et les prescriptions et directives de la branche. En particulier, le mandataire observe toutes les prescriptions de sécurité à respecter sur les sites d'exécution du présent contrat (dépôt, atelier, etc...) et se conforme aux directives du mandant, mais également aux prescriptions légales et réglementaires en la matière. Ces directives comprennent entre autres les procédures transmises sous forme papier ou électronique, les panneaux d'affichage sur sites, les consignes orales données par les interlocuteurs du mandant.

En tout temps, le mandataire doit s'assurer que les directives sont connues et bien comprises par son personnel et s'engage à les faire respecter strictement. Le mandataire prendra auprès de ses salariés toute disposition afin de s'assurer que ceux-ci auront connaissance et appliqueront les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur au sein des locaux du mandant, dans l'hypothèse où ils seraient amenés à se déplacer dans ces locaux, le mandant s'engageant à communiquer ces règles avant tout déplacement.

9.4. Confidentialité

Le mandataire s'engage à appliquer et à faire appliquer le secret professionnel sur les informations et les documents auxquels il ou des intervenants auraient accès pendant l'exécution du présent contrat. Il s'engage à ne les utiliser qu'aux seules fins de l'exécution du présent contrat. L'observation des devoirs légaux demeure réservée.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations qui sont ou deviennent publiquement disponibles sans que le(s) intervenant(s) ou le mandataire ait contrevenu à son obligation de confidentialité.

En cas de doute, les faits et données sont traités de manière confidentielle.

Le mandataire s'engage à restituer, sans frais supplémentaires, tous les éléments et documents propriétés du mandant, remis pour l'exécution du contrat et s'engage à n'en conserver aucune copie après la fin du contrat. Le plan de reprise des documents et des données doit être mis en place par le mandataire sous une forme convenue avec le mandant.

Le mandant autorise le mandataire à citer son nom parmi ses références, sous réserve d'obtention préalable de l'accord du mandant.

Le non-respect de ces exigences peut entraîner la rupture du contrat avec effet immédiat et le déclenchement d'une démarche de remboursement des dommages que cela entraîne pour le projet.

Si le mandataire viole ces engagements, il doit verser une peine conventionnelle au mandant. Le montant de cette peine s'élève à 10% de la valeur du contrat, mais à CHF 3'000 CHF au moins par infraction.

La présente obligation de confidentialité, ainsi que la peine conventionnelle la sanctionnant, s'appliquent dès la signature du présent contrat, pour toute sa durée. Au terme de l'exécution du présent contrat, elles demeurent applicables.

Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas de l'obligation de confidentialité.

9.5. Propriété intellectuelle

Le mandataire garantit que son offre et ses prestations ne portent pas atteinte à des droits de propriété intellectuelle de tiers.

Le mandataire donne toute garantie au mandant qu'il a acquis toutes les autorisations nécessaires lui permettant d'utiliser les éléments appartenant à des tiers dans le produit de son travail. Le cas échéant, le mandataire fournira au mandant, sur demande, copie des autorisations écrites des parties tierces.

Le mandataire accorde au mandant un droit d'utilisation des travaux pour son usage propre. Ce droit comprend notamment le droit de reproduire, copier, éditer, altérer, adapter, traduire, modifier ou distribuer le produit du travail sous n'importe quelle forme. Le mandataire accepte de signer à la demande et aux frais du mandant tous documents et autres instruments nécessaires pour prouver ou confirmer la présente cession.

Le mandataire ne revendiquera pas de droit sur le produit de son travail. Ce droit est illimité dans le temps, non-exclusif, gratuit et irrévocable. Tous les droits de propriété intellectuelle inhérent au projet

(étude, résultat, plan, logiciel, etc...) appartiennent au mandant. En cas de modifications apportées au projet, il est en outre habilité à réclamer au mandataire les copies des plans et les factures.

9.6. Devoir d'intégrité des parties

Les parties au présent contrat s'engagent à ne pas proposer – de manière directe ou indirecte – des avantages de quelque nature que ce soit à des tiers, à ne pas accepter des cadeaux pour elles-mêmes ou pour des tiers, à ne pas se procurer ou se faire promettre d'autres profits et bénéfices.

Si le mandataire viole cet engagement, il doit verser une peine conventionnelle au mandant. Le montant de cette peine s'élève aux 10% de la valeur du contrat, mais à CHF 3'000.- au moins par infraction. Le mandataire prend note du fait que tout manquement au devoir d'intégrité entraîne l'annulation de l'adjudication ainsi que la résiliation anticipée du contrat pour juste motif.

9.7. Accords spéciaux

Les parties conviennent les accords spéciaux suivants :

-

10. Responsabilité

10.8. Responsabilité contractuelle

Dans le cadre de ce contrat le prestataire est responsable de la réussite de l'exécution de l'objet du contrat, sous réserve que le mandant ait rempli ses obligations.

Le mandant est responsable de la définition des objectifs, la définition du besoin, la validation des prestations ainsi que la mise à disposition des moyens et la coordination de ses équipes engagées dans les différentes activités du projet.

Toute action ou omission entraînant un manquement du mandataire, son agent ou ses représentants agréés ou sous-traitants à l'une de ses obligations aux termes du contrat, provoquant ou entraînant un dommage direct ou indirect pour le mandant fera l'objet d'une indemnisation de la part du mandataire défaillant en faveur du mandant contre toutes les actions, coûts, mises en demeure, dommages et intérêts et responsabilités qui en résultent.

Sans préjudice des dispositions stipulées ci-avant, la responsabilité maximale du mandataire au titre des revendications du mandant résultant d'un manquement au présent contrat sera limitée à un montant maximum égal au montant du contrat. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux cas de responsabilité civile.

Le présent article n'a pas pour objet de limiter la responsabilité du mandataire au titre de dommages corporels ou dommages dus à une négligence grave / une faute grave ou une faute lourde.

La présente clause ne s'applique pas aux cas de responsabilité civile pour des dommages causés à des tiers.

10.9. Responsabilité civile

Dans les limites des dispositions légales impératives, chaque partie n'est responsable que des dommages directs ou indirects causés intentionnellement ou par négligence simple ou grave à l'autre partie par son propre fait ou par celui de ses auxiliaires et de ses sous-traitants éventuels.

11. Force majeure

Les parties ne pourront être tenues pour responsables des manquements ou retards dans l'exécution de leurs obligations découlant du présent contrat, qui pourraient être dus à l'un des cas de force majeure communément retenus par la jurisprudence suisse.

Sont considérés comme cas de force majeure tous les faits ou circonstances irrésistibles, extérieurs aux parties, imprévisibles, inévitables, indépendants de la volonté des parties et qui ne pourraient être empêchés par ces derniers, malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

Il en sera de même en cas d'application de toute prescription ou restriction légale ou réglementation nouvelle.

Dans l'hypothèse de la survenance d'un événement de force majeure qui affecterait l'exécution du contrat, la partie affectée devra immédiatement adresser une notification de cet événement à l'autre partie mais dans un délai maximal de trois (3) jours à compter de la connaissance de la survenance dudit événement.

Dans ce cas, les parties devront rapidement se concerter et feront leurs meilleurs efforts afin de réduire les effets de la force majeure.

Si l'une des parties est, pour l'une des causes précitées, empêchée ou entravée dans l'exécution des obligations découlant du contrat, pendant une période continue d'un (1) mois, chacune des parties sera en droit de résilier le contrat en adressant une notification de résiliation à l'autre partie sous réserve du respect d'un préavis de dix (10) jours.

12. Assurances

Le mandataire souscrit une assurance responsabilité civile d'entreprise à concurrence, par sinistre, d'au moins CHF 10'000'000.- pour les dommages corporels, matériels et les autres dommages.

Le mandataire s'engage à maintenir son assurance responsabilité civile pendant toute la durée du contrat. Il fournit le certificat de l'assurance à la signature du présent contrat.

13. Protection des travailleurs, conditions de travail et de salaire, égalité de traitement entre hommes et femmes selon l'article 6 du RLMP-VD en vigueur au 1^{er} février 2014

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs et aux conditions de travail et de salaire, ainsi que l'égalité de traitement entre hommes et femmes. Les conditions de travail et de salaire sont celles fixées par les conventions collectives et les contrats-types de travail ; en leur absence, ce sont les prescriptions usuelles de la branche professionnelle qui s'appliquent.

Le mandataire déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions prévues par les conventions collectives de travail étendues et les contrats-types de travail.

Pour les prestations exécutées à l'étranger, le mandataire s'engage à observer au minimum les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail mentionnées à l'annexe 2 du Règlement du 7 juillet 2004 d'application de la Loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics (RSV 726.01.1; RLMP-VD).

Si le mandataire fait appel à des tiers, notamment à des sous-traitants, pour l'exécution du contrat, il s'assure que ceux-ci respectent toutes les obligations mentionnées aux paragraphes qui précèdent, en les surveillant et en organisant des contrôles à cet effet. Le mandataire oblige par contrat ses sous-traitants à respecter les obligations susmentionnées.

Sur demande, le mandataire doit prouver que lui et ses sous-traitants respectent les dispositions relatives à la protection des travailleurs et aux conditions de travail et de salaire, et que leurs cotisations aux institutions sociales et leurs impôts ont été payés.

Pour chaque violation par le mandataire ou par l'un de ses sous-traitants de l'une des obligations mentionnées aux paragraphes qui précèdent, le mandataire doit payer au mandant une peine conventionnelle s'élevant à :

- 10% par violation pour les contrats inférieurs à CHF 250'000.- HT
- un montant fixe de CHF 25'000.- par violation pour les contrats entre CHF 250'000.- et CHF 500'000.- HT
- 5% par violation pour les contrats supérieurs à CHF 500'000.- HT jusqu'à un montant maximal de CHF 100'000.- HT par violation

de la rémunération hors taxes indiquée au chapitre 5.3 du présent contrat.

En cas de récidive, le mandant a la faculté de majorer le montant de la peine conventionnelle de 25%.

14. Durée du contrat

14.1. Entrée en vigueur du contrat

Le contrat entre en vigueur à sa signature par les parties et prendra fin dès l'ensemble des phases partielles réalisées et paiement de la facture finale par le mandant.

Les obligations légales demeurent réservées.

14.2. Reconduction du contrat

Le présent contrat n'est pas reconductible.

15. Résiliation du contrat

15.1. Interruption après mise en demeure

En cas de retard de plus de 20 jours ouvrables après la ou les date(s) de livraison(s) convenu(s), et après vaine mise en demeure écrite donnant au mandataire un délai raisonnable pour s'exécuter, et si la prestation attendue n'est toujours pas réceptionnée, le contrat pourra être dénoncé et les éventuels acomptes que le mandant aura versé au mandataire lui seront remboursés dans leur intégralité.

Les pénalités sont à payer en sus par le mandataire ainsi que les divers frais relatifs à l'annulation de l'adjudication.

En cas de résiliation partielle du contrat, le mandant se réserve le droit de faire appel à un nouveau mandataire pour exécuter la partie du marché retiré. En cas de surplus financier par rapport aux prix du présent contrat pour le marché retiré, celui-ci sera à la charge du mandataire.

15.2. Résiliation anticipée

Si, pour des motifs indépendants de sa volonté ou en cas d'interruption de projet, le mandant doit résilier tout ou partie du contrat, il dédommagera alors entièrement le mandataire et les frais engagés jusqu'à la date de résiliation ; ces derniers devront faire l'objet d'une négociation.

La résiliation est notifiée au mandataire par recommandé.

15.3. Résiliation pour violation du contrat

Le mandant peut résilier sans préjudice pour d'autres droits et prétentions tout ou partie du marché si le mandataire et, le cas échéant, ses sous-traitants, violent leurs obligations contractuelles et si, dans un délai raisonnable et après avoir reçu une sommation écrite, ils n'ont pas remédié à la situation.

Les montants dus pour les prestations dûment effectuées au jour de la résiliation avec le mandataire seront réglés après déduction des pénalités dues.

En cas de résiliation partielle du contrat, le mandant se réserve le droit de faire appel à un nouveau mandataire pour exécuter la partie du marché retirée. En cas de surplus financier par rapport aux prix du présent contrat pour le marché retiré, celui-ci sera à la charge du mandataire.

15.4. Résiliation pour insolvabilité

Le mandant peut, à tout moment, résilier le contrat par simple notification au mandataire, si celui-ci est en faillite ou devient insolvable. La résiliation se fera sans indemnisation à l'égard du mandataire et sous réserve du droit du mandant à des dommages et intérêts.

16. Validité du contrat

16.1. Interprétation et nullité

En cas de difficulté d'interprétation entre l'intitulé et le titre figurant en tête d'un article du présent contrat et le contenu dudit article, seul le contenu de l'article devra être pris en compte.

Si l'une des dispositions du présent contrat s'avère nulle, les autres dispositions restent valables et continuent à lier les parties, à moins qu'il puisse être déduit des circonstances que les parties n'auraient pas conclu le contrat en l'absence de la disposition qui s'est avérée nulle. Une disposition invalide sera

remplacée par une disposition juridiquement valable – dont le contenu – du point de vue économique – se rapprochera le plus possible de celui de la disposition invalidée.

Le fait pour les parties de ne pas avoir exigé le respect de l'une ou l'autre disposition du contrat et de ses annexes ne pourra pas être interprété comme une renonciation à cette disposition.

Tout défaut ou retard dans l'exercice d'un droit par l'une ou l'autre des parties ne pourra être interprété comme une renonciation à ce droit.

Les dispositions du présent contrat sont exclusives de toutes autres et il n'existe pas d'arrangements, accords, interprétations ou garanties qui n'y soient spécifiés.

16.2. Forme du contrat

Les modifications apportées au présent contrat ne sont valables que sous la forme écrite et moyennant signature des représentants dûment habilités des parties.

A l'exception des signatures et des visas, les modifications et les ajouts manuscrits apportés au contrat ne sont pas pris en considération. C'est donc la version originale qui fait foi.

17. Cessions

17.1. Cession de factures

Les factures sont incessibles.

17.2. Cession du contrat

Le mandataire ne peut transférer le présent contrat, ou céder certains droits ou obligations qui en résultent partiellement ou totalement, qu'avec l'accord écrit et préalable du mandant.

17.3. Cession de la société du mandataire

Les droits et obligations découlant du présent contrat ne peuvent être transmis partiellement ou dans leur totalité à un tiers qu'avec l'accord écrit et préalable du mandant. L'accord au changement de mandataire ne peut être refusé si le nouveau mandataire est étroitement lié économiquement au mandataire sortant et si le nouveau mandataire est en mesure de respecter l'ensemble des termes du présent contrat.

Si le mandant et le mandataire ne parviennent pas à un accord, le mandataire sortant cède au nouveau mandataire à titre gratuit, tout document technique, dans le cadre du présent contrat.

Ces dispositions sont applicables en cas de cession, fusion et liquidation de la société du mandataire.

18. Droit applicable et for

En cas de litiges, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable par des entretiens directs. Elles peuvent éventuellement faire appel à un médiateur indépendant et compétent chargé de les concilier. Si aucune solution à l'amiable n'est trouvée, les tribunaux du siège social du mandant sont exclusivement compétents.

Le droit suisse exclusivement s'applique au présent contrat. Les dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, conclue à Vienne le 11 avril 1980, ne sont pas applicables.

19. Nombre d'exemplaires

Le présent contrat est établi sous la forme numérique. La signature du contrat par les parties vaut acceptation pour l'ensemble des documents le constituant.



20. Signatures

Pour le mandant

Renens, le *jj.mm.aaaa*

Transports publics de la
région lausannoise sa

Prénom Nom RU

Responsable Management du réseau

Prénom Nom RU

Responsable Finances et Achats

Pour le mandataire

_____, le _____

Raison sociale mandataire

Prénom Nom

Fonction

Prénom Nom

Fonction